

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°59 - MARS 2006 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV° Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Pour l'abrogation



du CPE

Mobilisation jusqu'au bout !

Sommaire du n° 59

- ✓ Edito. Pour l'abrogation du CPE : Mobilisation jusqu'au bout ! p.2
- ✓ Le PS contre le CPE... p.3
- ✓ Combattre le chômage... avec le CPE ? p.4
- ✓ CPE, DADVSI : un incident parlementaire révélateur... p.5
- ✓ Tribune libre - CPE - Interview de trois militants de Paris III-Censier. p.6
- ✓ Impérialisme et monopoles : L'affaire des OPA... p.8
- ✓ Courrier International - La victoire électorale du Hamas, un triomphe contre les accords d'Oslo. p.10
- ✓ A propos des élections en Haïti - Déclaration de la LIT-QI. p.16

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) :
apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web (nouvelle adresse) :
<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le
11 mars 2006
Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Pour l'abrogation du CPE : Mobilisation jusqu'au bout !

Les commentateurs, unanimes, avaient estimé que le secrétaire général de la CGT, B. Thibault, mettait la barre très haute en se fixant un objectif de 500 000 manifestants pour la journée de « mobilisation contre le CPE ». Or, force est de constater qu'il ne l'avait placée que trop bas puisque, au soir du 7 mars, c'est plus d'un million de travailleurs, d'étudiants et de lycéens qui ont déferlé dans les rues des principales villes du pays. Manque de flair ? Peut-être y a-t-il une autre explication.

En fait, des trois grandes centrales syndicales, seule la confédération CGT-FO, par la voix de son CCN, a lancé un mot d'ordre de grève touchant toutes les professions.

Pour sa part, le secrétaire général de la CFDT, interrogé au matin du 7, avait estimé que, certes, fallait-il se mobiliser mais, également, avancer des propositions. Et de conclure, très logiquement, que les adhérents de sa centrale seraient appelés à « participer à la mobilisation » entre 12 et 14 heures (au moment du repas !) ou après 17 heures (après le travail !).

Aussi, la CGT avait laissé ses organisations décider, parfois localement, de la forme de leur participation. La très puissante fédération des cheminots CGT (dont B. Thibault est originaire), par exemple, n'a même pas déposé de préavis de grève. Cependant, en constituant l'essentiel des bataillons de manifestants, les militants de la CGT, dont la direction avait opéré une mobilisation contrôlée, retenue, se sont mobilisés assez fortement pour modifier la donne au soir du 7 mars.

C'est bien la confirmation de ce que nous constatons depuis fort longtemps, à savoir : le décalage grandissant entre le positionnement de la direction confédérale, fait de « proposition » et d'« accompagnement », et la volonté d'affrontement de la base militante face au gouvernement et au patronat ; une

volonté qui résulte de la colère montante de la classe ouvrière. L'approche du 48ème Congrès confédéral, qui se réunira du 24 au 28 avril, y est aussi pour quelque chose, malgré la division qui règne entre les « secteurs oppositionnels » à la ligne Thibault.

Pourquoi, donc, cette mobilisation contrôlée ? Pourquoi, plus les étudiants et lycéens sont massivement présents dans les cortèges, plus les dirigeants des syndicats de travailleurs -au premier plan desquels la CGT- cherchent-ils à retenir leurs troupes, comme ils l'ont fait le 31 janvier, les 2 et 7 février et, maintenant, le 7 mars ?

Il y a eu une sorte de mise en scène autour de cette journée du 7 mars. Les dirigeants syndicaux, essentiellement membres du PCF et du PS, mais aussi parfois de la LCR et de LO, sont en effet arc-boutés sur un objectif : attendre 2007. D'où les tentatives désespérées de dispersion et dislocation du mouvement dans les universités ; d'où cette détermination à empêcher les étudiants de décider par eux-mêmes dans des assemblées générales massives, démocratiques et souveraines.

Certes, on pourrait nous objecter que le PS est un habitué du genre, qu'il est souvent parvenu à juguler les mobilisations dans la jeunesse, tout en se refaisant une santé électorale à travers elle. Aujourd'hui, toutefois, l'enjeu est d'une toute autre portée. Les bureaucrates sont obligés de « répondre » à la colère de la classe ouvrière et de la jeunesse, tandis qu'ils travaillent, en réalité, à poser les bases d'un « nouveau modèle social français » et continuent de négocier, en coulisses, avec le gouvernement et avec le patronat.

Ainsi, la présentation du projet de loi sur le Contrat de Transition Professionnel, lors du Conseil Supérieur de l'Emploi du 20 janvier, est symptomatique de cette collusion, même si, « pour la galerie »,

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

B. Thibault et compagnie font mine d'avoir été pris -là encore !- par surprise, et en rajoutent sur l'air de la « nécessaire concertation » entre les « partenaires sociaux ». Dans un tel contexte, le très discret Conseil Economique et Social joue le rôle d'une passerelle entre « gens de bonne volonté » sensés avoir des intérêts contradictoires. C'est un des lieux de l'élaboration des contre-réformes.

L'objectif des directions syndicales, du gouvernement et du MEDEF est de parvenir, autant que faire se peut, à redéfinir « à froid » l'ensemble des acquis ouvriers, à l'occasion d'un cycle de re-négociation générale touchant tous les domaines. Redéfinir ! C'est-à-dire : remettre en cause les acquis en empruntant la voie ouverte par la CFDT à l'occasion de son « recentrage », et en signant des accords « gagnant gagnant » au terme desquels les droits des travailleurs seraient réduits comme peau de chagrin. On l'a vu : lors de la prise de fonction de L. Parisot, qui a succédé à E. A. Seillères, seule la CGT-FO s'est démarquée de cette démarche de « refondation sociale » initiée par le baron des forges.

Cependant, la marge de manoeuvre de ces dirigeants syndicaux, membres du PCF et du PS (insistons là-dessus), s'est réduite considérablement au lendemain du 7 mars. Aussi, quand au matin du 8, le ministre de Robien déclare que les étudiants bloquant l'entrée des fa-

cultés veulent « empêcher les jeunes d'acquiescer par les études les moyens de la réussite professionnelle » (sic!), il sent bien que la grève des universités a franchi un saut qualitatif, après les manifestations du 7, avec l'occupation hautement symbolique de la Sorbonne, au soir du 8. Pour de Robien, qui voit monter le péril, tout est bon pour diviser la jeunesse. C'est déjà l'aveu d'un échec.

Pourtant, tous avaient spéculé sur le calendrier des vacances scolaires pour disloquer le mouvement étudiant. Avec quatre semaines de délais, entre les deux manifestations à l'appel des organisations étudiantes et ouvrières, tout avait été fait pour laisser les mains libres à Villepin au parlement. Or, non seulement la manoeuvre a échoué, mais dès la rentrée de la zone A, il est apparu que les étudiants étaient plus déterminés encore et que, de plus, ils avaient été rejoints par les lycéens.

En effet, pendant ces quatre semaines, la jeunesse et la classe ouvrière ont assimilé la portée du CPE. Un dialogue, un pont, s'est établi entre quatre générations. Ceux qui entraient à l'usine en 1936 ont, cette année, autour de 85 ans. Avec la génération suivante, ils avaient arraché l'ensemble des conquêtes ; des conquêtes remises en cause, au pas de charge, depuis le gouvernement Mitterrand-Fabius en 1984 (retraites, congés, réduction du temps de travail, sécurité sociale, conventions collectives, etc.) ; ils avaient (re)bâti un outil industriel,

aujourd'hui laminé ; ils avaient mis en place des services publics, services actuellement menacés de démantèlement et de privatisation. La troisième génération, elle, a grandi avec l'épée de Damoclès du chômage et de la régression sociale.

C'est dans des moments comme celui-là que peut se transmettre l'expérience de la lutte des classes, non pas comme une « leçon » donnée aux plus jeunes, mais comme un échange fructueux et pratique pour continuer le combat. L'arrivée des lycéens, montre bien que les parents ont donné leur « feu vert ».

Maintenant, un nouvel appel est lancé, signé par CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF, CÉ, UNL, FIDL. Un appel, mais deux dates : le jeudi 16 mars (étudiants et lycéens) ; et le 18 mars (travailleurs, étudiants et lycéens). Alors que les grandes manoeuvres sont lancées dans les cabinets ministériels et au sein du groupe UMP pour éviter que cette nouvelle manifestation débouche sur une explosion de grande ampleur.

Il n'y a pas de demi-mesure : la loi sur « l'égalité des chances » instituant le CPE, adoptée par l'Assemblée nationale le 8 mars, doit être abrogée. L'heure est à la mobilisation jusqu'au bout et la semaine qui vient va être déterminante.

Le 10 mars 2006

Le PS contre le CPE... parce qu'il apporte avec lui la révolte et la lutte de la jeunesse

La jeunesse se mobilise massivement contre le gouvernement et sa politique de misère. Manifestement, elle n'a pas écouté le président de l'UNEF, Bruno Julliard, militant du PS, qui, à la veille des premières manifestations, prédisait, dans une petite vidéo, la démobilitation, la démoralisation et la difficulté à lancer les luttes... Décidément, la jeunesse, unie aux travailleurs, ne peut compter que sur ses propres forces. Elle l'a fort bien compris, car pour le dire avec le doux euphémisme d'Henri Emanuelli, alors même qu'ils s'affrontent au gouvernement, les jeunes ne se "jettent pas pour autant dans les bras de l'opposition" (*France Inter*, jeudi 9 mars) ! Et pour cause ! Car ses "bras", la dite opposition en s'en sert que pour freiner les mobilisations, briser les luttes, et soutenir, en allié objectif, les plans du gouvernement. Au dire d'Emmanuelli, ce dernier n'aurait manqué de rien... sauf de "prudence", toujours salutaire face à la jeunesse ! Une simple divergence de méthode en somme.

François Hollande avait donné clairement la ligne dès la fin décembre, au début des mobilisations : ce n'est pas la rue qui gouverne, et seuls comptent les portefeuilles de 2007 : "Soyons réalistes, le texte va passer, déclarait-il. Le travail d'explication que nous engageons trouvera son dénouement non dans la rue mais dans les urnes, en 2007." (*Le monde*, 31 janvier 2005). Les étudiants, mobilisés aujourd'hui dans plus de 40 facs, malgré les vacances, apprécieront ! D'ailleurs, Hollande a frappé un nouveau coup en déclarant que les occupations d'Universités étaient "une mauvaise image pour la France".

Que dire de Ségolène Royale, qui tient un discours sarkoziste de la "sécurité pour tous" au moment même où les CRS frappent et gazent les étudiants au cœur des amphithéâtres ; qui fait l'éloge de la flexibilité façon Tony Blair au moment où les jeunes défilent de manière déterminée pour la défense du code du travail et contre la précarité ; qui transforme la révolte des étudiants en "peur" ? Non, la seule peur qui existe, c'est celle qu'éprouvent les parlementaires de l'opposition en voyant la rue gouverner enfin, et la jeunesse décider elle-même de son avenir !

Combattre le chômage... avec le CPE ?

Le CPE est présenté par le gouvernement comme un des moyens de faire reculer le chômage. Selon D. de Villepin et ses ministres, il faudrait « essayer » le CPE, après avoir « essayé » le CNE. Comme il faudrait, également, expérimenter le contrat de transition professionnelle (CTP), dernière-née des « mesures pour l'emploi » sorties des laboratoires Chirac-Villepin-Sarkozy-Borloo. Ceux qui refusent de devenir les cobayes des expériences gouvernementales et patronales, sont présentés comme des méchants gens, des « idéologues » de mauvaise foi ayant des visées partisans. Voire, même, des fainéants.

Après le CNE, arrivent fort logiquement le CPE, le CDD « senior », signé en catimini cette semaine par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, puis le CTP (contrat de transition professionnel). Entre-temps, la présidente du MEDEF, Mme L. Parisot, et le Premier ministre, D. de Villepin, pensent à un contrat unique (le « CU » ?). De belles expériences en perspective, avec un objectif affiché : faire reculer le chômage. Objectif cependant démenti par les chiffres et par les patrons eux-mêmes. Aussi, dès la publication des statistiques du chômage pour janvier, l'effet de substitution du CNE au CDD ou au CDI paraissait patent, le résultat étant proche de zéro en terme de création d'emplois. Et, alors que la précarité progresse et tend à devenir la règle, le CPE et le CTP s'avèrent aller dans le même sens, les patrons reconnaissant d'emblée préférer embaucher en CNE - et demain en CPE - plutôt qu'en CDI ou « simplement » en CDD.

De même, les « aides publiques à l'emploi » sont devenues un scandale sur lequel « personne » ne souhaite s'appesantir, tant les gouvernements se succèdent depuis ces trente dernières années sont-ils tous compromis, à raison d'une bagatelle de 22 milliards d'euros par an ! D'ailleurs, a prévenu le MEDEF, il n'est pas question que les patrons rendent des comptes sur l'utilisation de ces fonds... Et ce, au nom de la libre entreprise, bien entendu ! Au-delà de l'extension de la précarité, la conjugaison des mesures gouvernementales n'a qu'une conséquence : la baisse des

« coûts salariaux » pour les capitalistes, et donc la hausse de leurs profits.

Avec les mêmes visées, le MEDEF exploite le départ à la retraite de la génération des « baby boomers », pour modifier en grand les règles du jeu. C'est-à-dire, pour laminer les droits des travailleurs à travers des négociations discrètes avec les « partenaires » syndicaux (voir notre éditorial dans ce numéro de l'Internationaliste). Alors que le remplacement des départs à la retraite pourrait être l'occasion de faire régresser rapidement le chômage des jeunes, le MEDEF affiche une toute autre ambition : *surtout ne pas embaucher* les jeunes..., sauf à ne pas les payer et à pouvoir les jeter sans explications. Le MEDEF mise en effet sur le chômage de masse, de façon à ne pas voir ressurgir son pire cauchemar : les revendications sur les salaires et sur les conditions de travail. Aussi, les idéologues ultralibéraux ont-ils établi à 5-6%, minimum, le niveau de chômage *réel* (au-delà des statistiques frauduleuses) leur permettant de juguler des revendications bien facilement qualifiées - par eux- d'inflationnistes.

A partir de là, la bourgeoisie financière, dont Mme Parisot est la représentante patentée, peut se livrer à son sport favori : le démantèlement de la production industrielle et sa délocalisation sous des cieus où la main d'oeuvre est meilleur marché, où les travailleurs sont bafoués dans leur dignité et dans leurs conditions de travail. Ainsi, à l'image de *Total*, les entreprises dites « françaises » sont riches et font de gigantesques profits dans le monde entier. Car, ne nous leurrions pas, les capitaux qui s'investissent en Chine ou en Inde sont, pour l'essentiel, contrôlés par des multinationales issues des métropoles impérialistes.

Pour la bourgeoisie et son gouvernement, l'enjeu politique du CPE (de la « loi sur l'égalité des chances », devrions-nous dire) se situe à ces trois niveaux : abaisser le coût du travail, généraliser la précarité, modifier en profondeur le « modèle social français ». Et tout cela, dans le but de se repositionner dans la nouvelle division internationale du travail. **Mais au-delà**

de tels enjeux, il y a une ambition idéologique de premier plan : faire admettre aux travailleurs et aux jeunes que c'est la seule politique possible. Une reddition sans conditions, voilà l'exigence de la bourgeoisie.

Dans ce contexte, et alors que **du point de vue de la classe ouvrière seule la défaite du gouvernement et du patronat est envisageable**, il faut se pencher sur la dernière escroquerie politique à la mode : le projet « EVA » de Martine Aubry. Ministre du travail du gouvernement Jospin, Aubry est à l'origine de la précédente grande vague de flexibilisation des travailleurs, à travers les fameuses lois du même nom portant sur *l'aménagement* et la réduction du temps de travail.

Comme son père J. Delors, M. Aubry se rattache à ce courant social-chrétien -il convient de le préciser- qui substitue facilement la charité à la solidarité. Cela explique probablement la suite. Martine Aubry répond ainsi à un journaliste de RTL le 8 mars : « (...) *le travail que nous faisons porte sur l'ensemble des salariés. Notre souci est, dans le fond, d'essayer de créer une couverture professionnelle universelle, tout au long de la carrière : avoir un emploi, avoir un contrat formation et progresser professionnellement...* ». A première vue, cela ressemble furieusement à la sécurité sociale professionnelle de B. Thibault (voir l'Internationaliste n°51). Continuons... : « *Ce serait l'idée d'apporter une allocation aux jeunes, non pas un "R.M.I jeunes" : j'ai toujours été contre et je continue à l'être. Simplement, faire confiance aux jeunes qui décident de rentrer dans un parcours d'insertion, de formation, ou dans un travail, mais qui, parfois, ne leur permet pas de vivre. Une allocation qui leur permet, avec des devoirs (c'est nous qui soulignons, NDLR), de pouvoir choisir leur vie et construire leur vie.* ». Mais cela ressemble fort bien au CTP présenté par le gouvernement au Conseil supérieur de l'emploi ⁽¹⁾ ! On y trouve aussi la rhétorique sur les *devoirs* du travailleur, avec ou sans emploi, et le sous-entendu lourd de sens selon lequel, la collectivité condescendant à aider le chômeur à

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

retrouver une occupation, celui-ci doit, en retour, se plier à toutes les contraintes qui lui seront imposées. « Aide toi, le Ciel t'aidera » !

On retrouve une nouvelle fois, sous un vocable ou sous un autre, la notion de « flexsécurité » chère à Villepin, l'« employabilité » chère à Chirac et la « responsabilisation » de l'individu vis-à-vis de l'Etat chère à Sarkozy. Et tout

cela, sous la plume de Martine Aubry qui revendique, au nom du PS et pour 2007, le droit d'imposer sa version du CPE, avec Ségolène Royal comme porte-drapeau.

La boucle est bouclée : Martine Aubry offre une issue « raisonnable » au gouvernement. Par le biais de son projet « EVA », elle formule les termes d'un consensus sur le dos des travailleurs et de la jeunesse. Pour la

droite décomplexée, comme pour la « gauche » complexée, le CPE -sous son appellation d'origine ou sous une autre- est la seule alternative possible au chômage. C'est bien la raison pour laquelle, sur le plan politique, la mobilisation en cours est hautement explosive.

(1) Le projet d'ordonnance est disponible sur le site du journal bourgeois *les Echos* : <http://www.lesechos.fr/info/medias/200071474.pdf>

CPE, DADVSI : Un incident parlementaire révélateur du double langage institutionnel

On pourrait multiplier les citations de membres du gouvernement ou de parlementaires UMP qui, dès le soir du 8 mars, ont expliqué que la « loi sur l'égalité des chances » (donc le CPE), ayant été votée, la « démocratie » exigeait que la contestation cessât. Injonction était donc faite à la jeunesse et aux travailleurs de renoncer à la mobilisation et de ne s'exprimer, dorénavant, que par le vote (en 2007 ?).

Cependant, un incident à l'Assemblée nationale est venu apporter un cinglant démenti aux tenants de « la démocratie » et de « l'état de droit », lors de l'examen du projet de loi « relatif au Droit d'Auteur et aux Droits Voisins dans la Société de l'Information » ou DADVSI, transcription de la directive EUCD (European Union Copyright Directive) sur le droit d'auteur.

Cette question tient à cœur la jeunesse puisqu'au centre du débat se trouve le téléchargement sur Internet, notamment le téléchargement musical et cinématographique via des logiciel dits peer-to-peer. Cette loi s'insère dans une stratégie globale pour assurer une rente aux monopoles capitalistes, grâce à l'extension des brevets et à leur renforcement dans tous les domaines de la vie.

Dans le cas de la DADVSI, sans entrer dans le détail, il s'agit d'imposer un

contrôle sur les téléchargements sur Internet, comme sur tous les supports vendus dans le commerce (CD, DVD, etc.) en légalisant les dispositifs anti-copie à partir de la gestion des droits numériques (DRM). Des DRM basés sur une technologie propriété du plus grand éditeur mondial de logiciels informatiques, et dont les abus sont légendaires.

La DADVSI a ses opposants irréductibles, mais, croyant faire oeuvre de modération, des députés de la « majorité » comme de « l'opposition » (qui doivent avoir des jeunes dans leur entourage) ont cru bon, le 21 décembre 2005, d'adopter un amendement à l'article 1^{er} instituant une « licence globale optionnelle ». Cette licence permettrait de rémunérer les auteurs, à travers les fournisseurs d'accès à internet. En contrepartie du paiement d'une somme forfaitaire et optionnelle, les « internautes » pourraient télécharger librement.

C'en était trop pour Renaud Donnedieu de Vabre qui, inconditionnel partisan de la DADVSI, retire aussitôt le projet de loi. Il le représente le 6 mars 2006... sans l'amendement voté le 21 décembre ! Néanmoins, devant le tollé, il réintroduit l'article 1^{er} dans la nuit du 8 au 9, pour obtenir, le 10, un vote annulant l'amendement du 21 décembre, l'UMP ayant repris ses troupes en main

après que N. Sarkozy eût réuni quelques-uns des ses amis artistes avec P. Nègre, PdG d'Universal Music France.

Un groupement d'« internautes » (la ligue ODEBI) s'insurge : « *Le Ministre se comporte comme un vulgaire pantin de la SACEM et d'UNIVERSAL et ne représente plus qu'eux : la démonstration en a été faite à plusieurs reprises au sein même de l'hémicycle par certains députés UMP. En conséquence, et au nom des internautes, la Ligue appelle le ministre à démissionner.* ».

Enfonçons le clou : la Cour de Cassation a rendu un arrêt le 22 avril 2005 confirmant la légalité des dispositifs anti-copie sur les DVD et faisant référence, dans les visas, à l'arrêt de... la directive européenne n°2001/29/CE du 22 mai 2001 ! C'est-à-dire cette directive, l'EUCD, que la loi DADVSI - encore en débat au parlement- est censée transcrire dans le droit français : pour la Cour de Cassation, donc, une directive encore non transcrite... a force de loi ! CQFD.

Etat de droit quand il s'agit de s'attaquer à la jeunesse et aux travailleurs (CPE), république bananière quand il s'agit d'imposer les exigences des multinationales (DADVSI).

Voilà la réalité : le double langage.

**Le site web du GSI, désormais :
<http://www.gsi-litqi.org/>**

Les mobilisations contre le CPE : Une interview de trois militants étudiants de Paris III-Censier

Quel est l'état de la mobilisation des universités ?

Une quarantaine d'universités sont actuellement en grève. 51 établissements étaient présents à la coordination de Poitiers qui a eu lieu le week-end du 9 et 10 mars. On assiste à une radicalisation de tous les étudiants, qui au fur et à mesure du mouvement montrent *leur détermination à se battre jusqu'au bout non pour un aménagement mais pour l'abrogation du CPE, du CNE et de la soi disant loi « pour l'égalité des chances »*. Même la Sorbonne est en grève depuis le vendredi 2 mars. A ce sujet, nous tenons à condamner avec la plus grande fermeté la fermeture et l'évacuation par les CRS de cette faculté la nuit dernière (11 mars). Nous condamnons tout aussi fermement les provocations et amalgames du ministre de l'éducation comme du président de la Sorbonne.

Pour revenir à la question, le 7 mars a été un tournant dans la mobilisation car cette manifestation interprofessionnelle nationale a été le premier pas vers une jonction entre la jeunesse et les travailleurs.

Quels sont les obstacles que vous avez rencontrés pendant le mouvement ?

Depuis le début du mouvement ce sont les appareils bureaucratiques, notamment l'Unef, qui font obstacle à la mobilisation. En effet, l'Unef toujours fidèle à elle-même cherche à freiner la mobilisation en empêchant la tenue démocratique d'Assemblées Générales au sein des universités. L'Unef dite majoritaire (PS, proche d'Henri Emmanuelli) travaille main dans la main avec la tendance minoritaire « Tendance Tous Ensemble » (tendance contrôlée par les JCR) pour ne pas être débordés : ils refusent d'élargir les revendications sous prétexte que c'est le CPE qui fait l'unité, ou encore essaient de cadencer les coordinations nationales pour qu'elles ne soient pas un levier

pour la lutte. L'Unef craint l'élargissement des revendications principalement de peur d'être mis face à ses responsabilités.

Nous avons l'impression aussi que l'Unef, dans ses différentes composantes, préfère sacrifier le mouvement de la jeunesse aujourd'hui plutôt que de bousculer le bel ordonnancement des écuries de présidents pour 2007, au PS comme ailleurs. On retrouve la même attitude dans les directions des syndicats de travailleurs, pour les mêmes raisons ! Mais il y a une raison plus profonde.

APPEL DES ÉTUDIANTS DE RENNES 2

« Nous, étudiants de Rennes, réunis à plus de 1800 en Assemblée Générale le 8 février 2006, sommes déterminés à poursuivre jusqu'au bout le combat contre la loi d'Égalité des chances (dont le CPE, qui a été adopté par 73 députés présents) et le CNE. Nous dénonçons une attaque sans précédent en direction des jeunes de moins de 26 ans et de tous les salariés de ce pays. Nous estimons que cette mesure constitue une précarisation inacceptable de nos conditions de travail, et un cadeau fiscal pour le patronat (par les exonérations de charges). Nous, étudiants de Rennes, refusons d'être une main d'œuvre corvéable et jetable. Nous exigeons le retrait pur et simple du CPE, l'abrogation du CNE et dénonçons les suppressions de postes aux concours de l'enseignement.

En ce sens, nous appelons l'ensemble de la jeunesse et des salariés de ce pays à se mobiliser avec détermination et à poursuivre le combat jusqu'au bout. »

Le 14 février 2006

Ainsi, l'Unef refuse notamment d'ajouter à la liste de revendications « l'abrogation des décrets d'application des ECTS/LMD », tout simplement parce qu'ils sont favorables à cette réforme universitaire. Nous tenons à rappeler ici que, ne l'oublions pas, le bu-

reau national de l'Unef avait pesé de tout son poids fin 2003 pour tuer dans l'œuf la mobilisation contre les ECTS/LMD, en cassant la grève de... Rennes ! Or, le CPE et les ECTS/LMD sont intrinsèquement liés. Les ECTS/LMD ont servi à liquider le contenu national des diplômes, c'est-à-dire à mettre fin à l'adossement des diplômes au code du travail et aux conventions collectives. Le CPE, qui est une étape vers la mise en place du contrat unique de travail (CPE appliqué à l'ensemble des travailleurs), sert, quant à lui, à liquider le code du travail.

En prenant un autre exemple concret à Paris III, on peut considérer que l'Unef joue un double langage. Lorsque le blocage est voté pour la première fois fin février (les membres de la tendance dite majoritaire de l'Unef avaient même voté contre le blocage), l'Unef a tout fait pour qu'il n'ait pas lieu, notamment en disant que nous n'étions pas assez nombreux pour tenir ce blocage. Si, malgré tout, ils ont changé d'attitude, c'est qu'ils ont été contraints de le faire pour ne pas se couper de la masse des étudiants. Ils adoptent la même attitude que lors de toutes les précédentes mobilisations : épousant le mouvement tant qu'il est fort, en même temps qu'ils s'approprient, dès que l'occasion se présentera, à faire rentrer les étudiants à la maison.

Pour s'en convaincre il suffit de se rappeler des déclarations du président de l'Unef du début du mois de février. A cette époque, il disait qu'il allait être difficile de mobiliser les étudiants, comme s'il partait battu d'avance, ou qu'il n'avait pas envie de se battre... A l'image des directions bureaucratiques des confédérations syndicales de salariés, le président de l'Unef se plaint qu'il n'y ait pas eu de « concertation » sur le CPE. Cela veut dire qu'il est prêt à négocier ! Mais que veut-il négocier ?... **Le CDI existe, il faut se battre pour le préserver !!!**

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

Comment participez-vous à l'organisation de la mobilisation ?

Nous avons tout d'abord réussi à faire voter l'appel de Rennes II (une des premières facs à avoir voté la grève) comme base pour la mobilisation à Paris III. Cela nous a permis d'élargir du même coup la plate-forme de revendications au CNE, à la loi sur l'égalité des chances et à condamner la suppression des postes aux concours de l'enseignement public. **Depuis le début nous nous battons pour la jonction entre les jeunes et les travailleurs.** Nous défiliions à toutes les manifestations (celles des 31 janvier, 2, 7, 13, 21, 28 février et 7 mars) avec une banderole « **jeunes / travailleurs unité pour le retrait du CPE/CNE** ».

Nous avons fait voter une motion contre la fermeture et la vente de Paris-III Censier dans la création des pôles d'excellence, conséquence de la réforme ECTS/LMD qui a été adoptée à l'unanimité à la coordination nationale du 25 février à Toulouse et nous avons aussi adopté un appel interprofessionnel, le 4 mars, à celle de Paris-Jussieu.

Par ailleurs nous travaillons à l'extension du mouvement dans les lycées : **une section de la FSEUL vient d'être créée dans le lycée de Couperin à Fontainebleau.**

Quelles perspectives pour la suite de la mobilisation ?

Nous allons bien sûr continuer à nous battre pour aider à l'organisation de la mobilisation étudiante, notamment contre les appareils bureaucratiques, en aidant les étudiants à contrôler leur propre mobilisation dans des assemblées

générales unies et souveraines et en poussant dans le sens de l'unité entre la jeunesse et les travailleurs.

Cet aspect est essentiel tout d'abord parce que l'étudiant est un travailleur en formation, comme le rappelle la charte de fondation de la FSEUL, ensuite parce que le combat contre le CPE est un combat commun de la jeunesse et de la classe ouvrière. Le code du travail et les conventions collectives étant basés sur le CDI comme contrat de travail et sur les règles d'équivalences diplômes/qualification, ne perdons pas cela de vue !

Pour nous, il est donc primordial d'aller jusqu'au bout, pour la mobilisation unie des travailleurs, des étudiants et des lycéens pour obtenir l'abrogation du CPE, du CNE et de la loi sur « l'égalité des chances ».

Bien entendu, c'est dans cette perspective que nous travaillons à la préparation des manifestations du 16 (étudiants et lycéens) et du 18 mars (étudiants, lycéens et travailleurs).

Enfin, la mobilisation actuelle montre l'absence d'un véritable syndicat étudiant qui soit prêt à aider les étudiants à s'organiser pour aller jusqu'au bout. Un syndicat étudiant et lycéen, unitaire et laïque pour la défense du service public gratuit de la maternelle à l'université, pour la défense de la laïcité contre ceux qui veulent l'éclatement et la privatisation de l'éducation nationale sur des bases confessionnelles.

Il faut donc construire cet outil. C'est ce que nous faisons en construisant la FSEUL qui, outre le lycée dont nous parlons plus haut, est déjà implantée dans quatre universités parisiennes et multiplie les contacts dans ce sens en province.

Appel interprofessionnel de Paris III-Censier

Nous étudiants de Paris III, résolus à nous battre jusqu'au bout pour obtenir l'abrogation du CPE, du CNE et de la loi sur l'Égalité des Chances appelons l'ensemble des travailleurs à se mobiliser et nous rejoindre dans notre combat. Le CPE constitue une attaque sans précédent contre le code du travail et les conventions collectives et est une étape vers la mise en place d'un contrat unique de travail visant à généraliser la précarité pour tous.

C'est pourquoi nous, étudiants de Paris III, appelons l'ensemble des salariés à se mobiliser avec nous jusqu'au bout.

Motion des étudiant de Paris III-Censier contre la « fermeture-vente »

Nous étudiants de Paris III-Censier, refusons la fermeture et la vente de notre Université. Cette fermeture-vente est prévue par les accords Paris-Universitas qui cherchent à créer un Pôle d'Excellence. Cette logique de mise en concurrence de Universités et de Privatisation de l'Enseignement Public est déjà comprise dans l'application des ECTS/LMD qui signifie la fin des diplômes nationaux.

La fermeture et la vente de Paris III-Censier en annonce d'autres. Nous sommes les premiers sur la liste, mais d'autres facs sont menacées directement de fermeture-restructuration. Notre lutte est aussi celle de tous les étudiants contre la privatisation des Universités.

Coordonnons-nous ! Ensemble nous vaincrons ! Nous demandons donc à la coordination de soutenir notre lutte.

Paris, le 11 mars 2006

Griselda, Greg, Mathieu, syndicalistes de la FSEUL



Impérialisme et monopoles :

L'affaire des OPA et les contradictions du capitalisme mondial

L'impérialisme, stade monopoliste du capitalisme

L'actualité récente autour des OPA dans les secteurs de l'acier ou de l'énergie vient confirmer dans les faits les analyses de Lénine sur l'impérialisme comme stade ultime, stade « pourrissant » du capitalisme. La constitution frénétique de monopoles et la tendance inexorable à la concentration du capital et de la production sont une réalité toujours plus criante du capitalisme contemporain, illustrant le règne de l'impérialisme, dont les contradictions internes n'ont cessé de s'aiguiser depuis un siècle.

Pour Lénine, le critère essentiel du capitalisme à son stade impérialiste, c'est précisément le renversement de la libre concurrence (propre au capitalisme marchand du XIXe siècle) en son contraire : les monopoles. « Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne. » (Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, in *Œuvres*, 1960, t. 22, p. 215). Dans sa définition la plus ramassée, l'impérialisme est même « le stade monopoliste du capitalisme » (p. 287). L'impérialisme enterre donc définitivement le capitalisme du libre échange, dont le moteur restait la concurrence. Il est l'ère des monopoles, de la concentration et de la centralisation de la production, l'ère des fusions et des trusts. C'est l'ère de la *domination* (par tous les moyens, au prix d'une violence et d'une barbarie inconnues jusqu'alors) d'une poignée de « multinationales », pour la seule défense de leurs profits, pour de seuls intérêts financiers.

Le ballet des fusions-acquisitions

A dire vrai, il ne se passe pas un jour sans un rachat, une fusion ou une prise de participation, bref, sans un nouveau pas vers plus de concentration. Mais ces dernières semaines, certains projets d'OPA ont donné lieu à de telles comédies dramatiques, qu'elles sont sorties des pages « économie » pour faire la une des médias. Dans l'Acier, l'anglo-indien Mittal Steel (détenu par la famille Mittal à une écrasante majorité) cherche à fusionner avec le luxembourgeois Arcelor, pour constituer le numéro 1 de l'acier qui représenterait 10% de la production mondiale. Dans l'énergie, l'allemand E On veut dévorer l'Espagnol Endesa. Le gouvernement espagnol prétend contre-attaquer en créant un « champion national » issu de la fusion hispano-espagnole entre Endesa et Gas Natural. Même scénario en France, où, pour contrer une OPA de l'italien Enel sur l'électricien Suez, les « patriotes » économiques répondent en voulant fusionner Suez et Gaz de France, récemment séparé d'EDF conformément aux exigences de Maastricht. .

Derrière les déclarations contradictoires, derrière la joute pitoyable entre les hypocrites « patriotiques » et les hypocrites qui chantent l'« esprit européen », ces préparations de fusion illustrent trois caractéristiques fondamentales du capitalisme à son stade impérialiste.

1°) La concentration du capital et de la production est une nécessité absolue pour le capitalisme.

La tendance au monopole est ni plus ni moins une question de survie pour le profit : c'est la seule solution pour s'assurer la domination sur l'adversaire, pour élargir ses débouchés et

pour diminuer les coûts. La concentration permet le contrôle des matières premières, la maîtrise des étapes en amont et en aval pour réduire les coûts (c'est l'intégration verticale) ; elle assure une domination géographique dans de nouvelles zones (Ex : l'Europe occidentale, chasse gardée d'Arcelor, dont les portes s'ouvriraient à Mittal Steel) ; elle garantit un contrôle des prix. Enfin, la « mutualisation des moyens » signifie, dans les termes pudiques de la technique économique, l'élimination systématique de tous les doublons. Administration, logistique, comptabilité... : les fusions s'accompagnent systématiquement de licenciements massifs. Toujours au profit des actionnaires.

Quoi de plus pitoyable, dès lors, que l'hypocrisie d'Arcelor, qui met toute son énergie à condamner la logique des fusions pour ne pas tomber sous le contrôle de Mittal, *dans le moment même* où Arcelor achève avec succès une OPA sur le sidérurgiste canadien Dofasco ! L'appétit du prédateur est toujours moins justifié que le sien propre...

2°) La contradiction insurmontable du capitalisme à son stade impérialiste entre l'internationalisation de la production et les frontières nationales du profit.

Chacune de ces OPA (d'ailleurs affublées d'un langage guerrier : « hostiles », « inamicales »...) a donné lieu à des résistances « nationales », au nom du « patriotisme économique » ou de la « défense des secteurs stratégiques », de la création de « champions nationaux »... Au-delà de l'hypocrisie générale (de quelle « défense stratégique » peut-on parler quand on livre depuis 20 ans les secteurs les plus essentiels à la vie des populations (électricité, postes, éducation...) aux appétits du marché ?), ces

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

boucliers nationaux illustrent une caractéristique fondamentale du capitalisme à son stade impérialiste : c'est la contradiction extrême entre le degré de développement des forces productives (capables de puis bien longtemps de se concentrer et d'organiser la production à échelle internationale, avec une croissance et une efficacité technique jamais égalée) et le maintien de la muselière des frontières nationales, la persistance d'une base nationale du profit. Le potentiel extraordinaire des forces productives est freiné, muselé, et même détruit par la guerre acharnée entre monopoles, qui prend la forme d'affrontements permanents entre impérialismes pour le re-partage des marchés ou pour le contrôle et le pillage de zones à exploiter.

Avec ou sans discours sur le « patriotisme économique », l'Etat-nation reste le socle, la base indispensable au capital pour livrer sa guerre pour le profit : l'instrument de sa domination. Quoi qu'en disent les utopistes ONUsiens, ou alter-mondialistes de tout poils, l'Etat-nation reste l'horizon indépassable d'un capitalisme qui s'enfoncé dans la barbarie des affrontements inter-impérialistes. Et cela, tout simplement parce que l'Etat-nation, sous sa forme régaliennne la plus épurée, a pour mission essentielle de fournir des « détachements d'hommes armés au service de la bourgeoisie », d'assurer le maintien de l'ordre dans la guerre des classes, mais aussi la conquête militaire ou diplomatique des marchés. Les entrepreneurs français qui ont eu la chance d'accompagner la délégation de Chirac en Inde, pour signer de juteux contrats, en savent quelque chose ! Sans parler des entreprises américaines qui, postée juste en deuxième ligne derrière les soldats, s'assurent de miraculeux contrats en Irak !

L'affaire des OPA « hostiles » nous rappelle ainsi l'illusion du terme « multinationale », qui laisserait entendre le dépassement des frontières nationales par les forces productives. Une multinationale, n'est en fait rien d'autre qu'un monopole, étendant son influence sur un réseau mondial, à partir d'une base nationale (dans la quasi-totalité des cas, une puissance impérialiste), et voué nécessairement à

s'affronter avec d'autres Etats, d'autres impérialismes, dans une lutte sans merci pour la domination.

Ainsi, le projet d'Union Européenne, bien loin des suaves idéaux de pacifisme et d'harmonie qui l'ont so-disant porté, correspond dans la réalité à une alliance des puissances impérialistes fondatrices pour briser l'ensemble des résistances au profit. Et ce pour baisser le coût du travail (code du travail, salaires, statuts...) en s'assurant une nouvelle manne avec la libéralisation des services publics. Cette nouvelle manne est aussi un nouveau terrain d'affrontement, comme en témoignent, à chaque affaire un peu sérieuse, les gémissements étonnés des europhiles sur « l'Europe qui ne parle pas d'une seule voix » ! La vérité de l'Europe des affrontements inter-impérialistes est à chercher dans le constat (naïf ou extra-lucide ?) du commissaire européen Barroso, suite à l'affaire des OPA : « *Les Etats (de l'Union) semblent se défendre les uns contre les autres* » ! Quant à Neelie Kroes, la commissaire à la concurrence, l'attitude française de refus du rachat par Mittal est selon elle « *conforme au droit, mais non à l'esprit européen* » ! Preuve s'il en était besoin, que la fusion des nations dans l'harmonie d'une économie surpationale... appartient au monde de « l'esprit », qui a l'inconvénient de ne pas être celui des faits.

3°) La liquidation des services publics comme objectif principal.

La fusion entre GDF et Suez, préparée de longue date, et présentée comme réplique à l'attaque hostile de l'italien Enel, fait d'une pierre deux coups. En plus de constituer un géant de l'énergie, elle signifie surtout la privatisation pure et simple de GDF, puisque le capital public passerait mécaniquement de 70 à 30% dans le nouveau groupe. La logique « patriotique » sert à briser les derniers restes de services publics en appliquant les traités capitalistes rejetés dans les urnes en mai 2005. Certains s'étonnent du mensonge de nos dirigeants, en citant la promesse solennelle de Sarkozy en 2005 : l'Etat resterait à 70% du capital de GDF, il n'y aurait pas de privatisation. Mais faire semblant de croire à des promesses de

Sarkozy, c'est renoncer à diriger les luttes contre les véritables causes des attaques anti-ouvrières. La privatisation totale d'EDF-GDF était déjà organisée depuis bien longtemps, inscrite dans les traités européens (Maastricht, et Amsterdam), et ratifiée par l'alliance indéfectible Chirac-Jospin à Barcelone en 1997 ! Plus que jamais, la seule solution pour stopper les politiques barbares de liquidations des acquis sociaux, c'est la lutte pour l'abrogation de tous les traités capitalistes !

Du moyen-âge à la fin du XIXème siècle, le capitalisme a été le moteur du développement des forces productives de l'humanité permettant des progrès fulgurants dans tous les domaines, abattant enfin le mode de production féodal sclérosé. Avec la fin de l'expansion géographique du capitalisme qui a conquis le monde entier, après le partage colonial de la Conférence de Berlin (1885), le capitalisme accède à la phase ultime de son évolution et devient l'impérialisme. Dès lors, l'exportation des capitaux et la constitution de gigantesques monopoles deviennent des traits dominants du capitalisme de même que la lutte brutale pour conquérir des marchés se fait désormais au détriment des nations concurrentes, dans une lutte sans merci entre les puissances impérialistes. Les nouvelles nations ne sont plus les bienvenues sauf à s'intégrer à la nouvelle donne impérialiste. Le capitalisme ne peut plus assurer le développement des forces productives de l'humanité : il devient même un frein absolu à celui-ci. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale est l'affirmation barbare de ce que les forces productives ont cessé de croître. Dorénavant, la survie du capitalisme dans son ensemble exige la destruction des forces productives, et l'enfoncement de l'humanité dans la barbarie.

Plus que jamais, à l'« ère des guerres et des révolutions » (Lénine), la seule perspective pour l'humanité est portée par la lutte permanente des masses opprimées pour remettre la société sur ses pieds. Plus que jamais, contre le miroir aux alouettes des réformistes de tous poils qui comptent sur la barbarie pour se muer en civilisation, la seule alternative, c'est « socialisme ou barbarie ».



La victoire électorale du Hamas Un triomphe contre les accords d'Oslo

Les élections législatives des territoires palestiniens se soldent par le triomphe incontestable du Mouvement Islamique Hamas, qui a obtenu plus de 50% des voix et 76 sièges, tandis que le Fatah de Mahmud Abbas, président de l'Autorité Nationale palestinienne (ANP), n'a obtenu que 30% des voix et 43 sièges. C'est dès lors le Hamas qui va pouvoir nommer les membres du nouveau gouvernement.

Les élections montrent la profonde crise du Fatah, qui a été pendant plusieurs dizaines d'années la direction incontestée du peuple palestinien. C'est là le résultat d'une politique qui a abandonné et trahi les mots d'ordre historiques de la lutte palestinienne (pour une Palestine unifiée, laïque, démocratique et non-raciste), notamment avec les accords d'Oslo, en 1993. A partir de la création de l'ANP, la direction n'a plus représenté que les intérêts d'une bourgeoisie palestinienne corrompue, vivant du pillage des fonds transférés par l'impérialisme et par Israël à l'ANP, et allant jusqu'à réprimer les Palestiniens en lutte contre l'Etat sioniste.

L'Autorité Nationale Palestinienne

Pour éviter la destruction de l'Etat d'Israël, mis en échec au Liban, en 1985, et incapable de mettre un terme à l'Intifada de 1987, l'impérialisme a imposé la signature des accords d'Oslo. Un gouvernement palestinien élu, avec des pouvoirs très limités (semblable aux "bantoustans" sud-africains) était désormais chargé de l'administration de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Le Fatah reconnaissait l'Etat d'Israël et renonçait à le combattre.

L'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) n'a aucune autonomie financière possible : ses recettes proviennent de fonds qu'Israël transfère des impôts perçus dans les territoires, de l'aide internationale des Etats-Unis, de l'UE et des gouvernements arabes. Cela explique clairement les positions pro-impérialistes du Fatah qui, en outre, fait preuve d'une corruption totale dans l'administration des territoires.

Parallèlement, Israël a continué à implanter des colonies juives dans les territoires palestiniens, s'est approprié les meilleures terres et les sources d'eau de la Cisjordanie, a isolé la zone arabe de Jérusalem et les populations palestiniennes de la Cisjordanie. Cette situation s'est aggravée avec la "séparation unilatérale" et la construction du

fameux "mur" sous le gouvernement israélien de Sharon-Olmert. Dans ces conditions, tout état palestinien, même "indépendant", s'avère non viable, géographiquement et économiquement. Les conditions de vie des Palestiniens ne cessent de se détériorer: un tiers vit dans la misère, 50% des Palestiniens sont au chômage; et avec le Fatah, il n'y avait aucune perspective d'amélioration possible.

Le triomphe du Hamas représente donc un vote de désaveu massif, face à la trahison et la corruption du Fatah. Les masses ont opté pour l'"option la plus radicalisée" et le Hamas a triomphé, même dans des lieux où il n'avait pourtant presque aucune insertion. Son opposition aux accords d'Oslo, son programme, qui inclut la destruction de l'Etat d'Israël et la récupération de la "patrie palestinienne", ont contribué à ce triomphe. En fait, les Palestiniens ont voté pour tous ceux qui apparaissent comme des "combattants contre Israël". Ainsi, les députés du Fatah emprisonnés dans les geôles israéliennes pour "terrorisme", comme Marwan Bargouti, ont aussi été élus.

Le Hamas, fondé pendant la première Intifada en 1987, a été soutenu par le clergé iranien et la monarchie saoudienne ; il a même été encouragé par le premier ministre israélien de l'époque, Itzak Shamir, pour s'opposer au poids

des organisations laïques et marxistes palestiniennes. Peu après, il est devenu un phénomène de masses, notamment à Gaza. Parallèlement, il a radicalisé ses positions et a commencé à être durement attaqué par Israël, puis il est devenu une référence pour des milliers de combattants palestiniens.

Il s'agit d'un courant doté d'une direction bourgeoise et d'une idéologie théocratique : son programme propose l'établissement d'un état islamique dans toute la Palestine. Une proposition que la LIT-QI considère comme totalement erronée, parce qu'elle divise les palestiniens entre croyants et non-croyants, au lieu de les unir dans la lutte contre le sionisme. Tant par son caractère bourgeois, que par son idéologie, on ne peut avoir aucune confiance dans la direction du Hamas qui ne sera pas conséquente dans sa lutte contre l'impérialisme et le sionisme. La Hamas a ainsi déjà accepté la trêve organisée par le gouvernement du Fatah et par Israël.

La politique de l'impérialisme et d'Israël

Le triomphe du Hamas a certes constitué un coup dur pour le maintien de la politique des accords d'Oslo, défendue par l'impérialisme et par Israël. L'allié

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

palestinien préféré (le Fatah) quitte la scène et est remplacé par un intrus (le Hamas) qui ne reconnaît pas Israël et est qualifié de "terroriste".

Ce putsch a lieu alors que la situation de la Palestine et la maladie d'Ariel Sharon ont produit une grave crise politique en Israël, et ce, peu avant les élections. Si on ajoute à cela la guerre en Irak et l'augmentation des tensions avec l'Iran, ce qui constituait les piliers de la politique impérialiste au Moyen-Orient est remis en cause.

La politique impérialiste consiste maintenant à exercer une pression sur le Hamas : le menacer de couper l'aide financière à l'ANP, dans le cas où son futur gouvernement ne reconnaîtrait pas l'État d'Israël et ne renoncerait pas à la lutte armée contre celui-ci, autrement dit, forcer le Hamas à abandonner son programme. On voit ce que signifie, pour l'impérialisme et pour Israël, la "démocratie" dans les pays dominés : "les résultats ne seront respectés que si est élu celui que je veux". En ce

sens, nous revendiquons le droit du Hamas à former son propre gouvernement sans aucune pression.

Jusqu'à présent, la réponse du Hamas a été d'ouvrir des négociations avec le gouvernement israélien et de prolonger indéfiniment la trêve avec Israël, pactisée par le Fatah, mais sans abandonner formellement son programme. L'impérialisme et Israël exigent toutefois une capitulation complète, cherchant ainsi à répéter, en un délai beaucoup plus court, ce qui est arrivé avec le Fatah. Jusqu'à quand pourront-ils maintenir cette pression, sans provoquer une nouvelle explosion en Palestine ? Le Hamas parie que, face à cette possibilité, l'impérialisme et Israël vont finalement accepter la négociation.

Ainsi, la direction du Hamas se retrouve divisée entre la pression de l'impérialisme et des sionistes, d'une part, et celle du peuple palestinien qui l'a porté au pouvoir, d'autre part. Que fera-t-il dans ces conditions ? Nous n'avons pas encore la réponse mais, par son caractère bourgeois et la capitulation

partielle qu'il accepte déjà aujourd'hui, nous répétons que nous ne faisons pas confiance au Hamas pour défendre la lutte du peuple palestinien. D'ailleurs, des dirigeants du Hamas, ont déjà déclaré que "les Etats-Unis ne sont pas l'ennemi".

La seule garantie : continuer la lutte

C'est dans le peuple palestinien héroïque et dans sa lutte que nous confions pleinement, une lutte qui, sûrement, sera fortifiée par le triomphe électoral récent, contre les traîtres et ceux qui capitulent. Il n'y a que cette lutte qui sera capable de détruire l'Etat gendarme et raciste d'Israël et d'obtenir les revendications historiques de l'OLP: une Palestine laïque, démocratique et non-raciste et le droit au retour des réfugiés. Nous offrons tout le soutien de la LIT-QI à ce combat, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

Secrétariat International de la LIT-QI
São Paulo, février 2006

Le Fatah : de la lutte à la trahison

Yasser Arafat a fondé l'organisation politico-militaire du Fatah en 1967. Son programme était très progressif : lutter pour une Palestine laïque, démocratique et non-raciste, où pourraient coexister en paix les Arabes et les Juifs, et où serait assuré le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens, expulsés de leurs terres par les sionistes. Pour cela, il était nécessaire de détruire l'état gendarme et raciste d'Israël, principal obstacle à la paix dans la région.

Arafat est parvenu à faire du problème palestinien un axe incontournable de la discussion politique mondiale et, en même temps, il a donné un sentiment d'unité à son peuple. Il est ainsi devenu un dirigeant incontesté et le Fatah est devenue le courant palestinien majoritaire. Dans ce processus, a été créée l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), définie comme "un véritable Etat national sans territoire", avec la participation de la plupart des organisations palestiniennes.

Toutefois, après avoir été expulsés du Liban par l'armée israélienne en 1982, et avoir gagné la Tunisie, Arafat et le sommet du Fatah ont commencé leur profond processus de transformation: ils ont cessé d'être une direction qui, bien que bourgeoise et bureaucratique, dirigeait le combat pour les droits palestiniens, et se sont mis à chercher une solution par la "voie diplomatique". Ils ont commencé à accepter les exigences de l'impérialisme et ils se sont éloignés de plus en plus de la lutte de leur peuple, comme cela a été le cas lors de la première Intifada, en 1987. Le processus a abouti à la signature des "accords d'Oslo" en 1993. Arafat et le Fatah ont trahi leurs revendications historiques de lutte.

Des dirigeants fantoches

Au départ, la création de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne) a été accueillie avec euphorie par le peuple palestinien, qui a cru que c'était une avancée vers un Etat indépendant authentique, puisque le dirigeant histori-

que le disait. Arafat a été élu président avec 80% des voix.

Le mensonge a été de courte durée et l'ANP a bientôt montré son vrai visage. La "police palestinienne" du fatah agissait en véritable collaborateur, réprimant ceux qui voulaient continuer la lutte contre Israël. La direction du fatah s'est mise à représenter les intérêts de la bourgeoisie palestinienne pro-impérialiste corrompue, qui menait un train de vie luxueux, en pillant dans les caisses du budget de l'ANP, financé par les Etats-Unis, l'Union Européenne, les gouvernements arabes et Israël. La bande surpeuplée de Gaza est devenu "le plus grand camp de concentration de l'histoire" et les populations agricoles de la Cisjordanie ont de moins en moins de terre et d'eau, parce qu'Israël se les approprie. C'est ce qui a provoqué l'explosion de la seconde Intifada en 2000.

Le meurtre d'Arafat n'a fait qu'accélérer le processus. Le Fatah et le gouverne-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

ment palestinien sont entièrement tombés sous le contrôle de l'aile pro-impérialiste (Mahmud Abbas). Ainsi, un des dirigeants, le millionnaire A. Korei (premier ministre démissionnaire) est propriétaire d'une entreprise de ciment qui en a vendu de grandes quantités à l'Etat sioniste pour construire le "mur de la honte"... Même après sa défaite, Abbas reprend les consignes de l'impérialisme et d'Israël en disant qu'il ne confiera pas le gouvernement au Hamas "si ce dernier n'abandonne pas préalablement sa proposition de détruire Israël". C'est cette trahison que le peuple palestinien vient de mettre en échec.

Moyen-Orient Crise de la politique impérialiste

Le triomphe électoral du Hamas a montré la crise de tous les piliers de la politique impérialiste au Moyen-Orient. La Pax Romana se fissure en Palestine, l'occupation de l'Irak s'est embourbée et, pour le moment, les menaces contre le gouvernement iranien se limitent... à des menaces. Tous ces faits sont l'expression de ce que la LIT-QI a appelé la "situation révolutionnaire mondiale" et, plus spécifiquement, d'une grande montée anti-impérialiste des masses arabes.

L'excuse invoquée contre l'Iran est que ce pays serait en train de fabriquer des bombes atomiques. Toutefois, jusqu'à présent, l'Iran a seulement développé des technologies pour produire de l'énergie atomique (semblables à celles dont disposent, depuis des décennies, des pays comme le Brésil et l'Argentine). Utilisant la façade de l'ONU, l'impérialisme exige une inspection dans le pays, mais le gouvernement iranien a refusé cette ingérence. En ce sens, la tactique impérialiste ressemble à celle des célèbres "armes de destruction massive", excuse préalable invoquée pour justifier l'invasion de l'Irak.

Hypocrisie impérialiste

Pour nous, il est totalement secondaire de savoir si l'Iran possède déjà la bombe atomique ou s'il projette de la fabriquer. L'intention affichée de l'impérialisme d'éviter la "prolifération d'armes nucléaires" est totalement

hypocrite. Ce sont les pays impérialistes, la Russie et la Chine, qui possèdent la plupart de ces armes et ils n'ont aucune intention de se désarmer. En outre, il n'est pas superflu de rappeler que, jusqu'à présent, les Etats-Unis sont le seul pays à avoir utilisé ces armes dans des attaques contre des populations (sur Hiroshima et Nagasaki, en 1948). D'ailleurs, tout en menaçant l'Iran, les pays impérialistes et l'ONU continuent à fermer les yeux sur les bombes atomiques d'Israël, un pays qui n'a pas signé le Traité de Non-prolifération nucléaire et qui se réserve le droit d'utiliser ces armes contre un "pays non-nucléaire". Le comble de l'hypocrisie... Dans ce contexte, nous défendons le droit de l'Iran de développer une technologie nucléaire et même de fabriquer des armes nucléaires, pour se défendre d'une attaque impérialiste ou israélienne.

Enfin, le véritable visage de l'impérialisme européen est apparu en pleine lumière. L'image "démocratique", que des pays comme la France et l'Allemagne veulent nous vendre, a été bien fissurée. Opposés à l'invasion de l'Irak, ils approuvent maintenant l'occupation militaire de l'Iran. Dans le contexte de l'Iran, c'est même le président français Jacques Chirac qui a pris l'initiative et menace ce pays d'une attaque d'armes nucléaires. Et ces hypocrites voudraient nous parler de paix !

Les véritables motifs

En réalité, la raison profonde de ces menaces est tout autre. L'Iran est un des rares pays encore relativement indépendants de l'impérialisme dans le monde, grâce à la révolution qui, en 1979, a renversé le Sha Pahlevi, un agent inconditionnel de l'impérialisme. Cette révolution a ensuite avorté et a été vaincue par les ayatollahs qui ont installé un régime réactionnaire et répressif, à l'idéologie religieuse. En tant que révolutionnaires, nous rejetons ce régime et nous soutenons toutes les luttes du peuple iranien pour le renverser et pour démocratiser le pays.

Le pays a toutefois maintenu une indépendance relative, comme nous l'avons déjà dit. Or, le projet de Bush, à partir du 11 septembre 2001, a été de détruire ces régimes qui, bien que corrompus et répressifs, ne lui obéissaient pas aveuglément. Dans le cas de l'Iran, il s'agit

d'une vieille histoire, toujours dans l'impasse depuis 1979.

Cette année, le candidat de l'impérialisme a perdu les élections : les tentatives pour changer les choses par la voie électorale ont donc échoué, ce qui fait que les menaces vont bon train. Ce n'est pas la lutte entre la "démocratie" et la répression qui est en jeu. Il s'agit de l'attaque de pays impérialistes contre un pays beaucoup plus faible, luttant pour son indépendance. Nous condamnons le régime des ayatollahs et lui refusons tout soutien politique, mais, en tant que révolutionnaires, nous soutenons clairement l'Iran et son peuple dans cet affrontement contre les Etats-Unis, les pays impérialistes européens et contre Israël.

"Deux états", c'est possible ?

Nombre de ceux qui soutiennent le peuple palestinien et repoussent les crimes israéliens, s'opposent en même temps à la nécessité de "détruire l'Etat d'Israël". Ils affirment que, puisqu'il y a deux peuples en Palestine (palestiniens et juifs), il doit y avoir deux états indépendants. La LIT-QI s'oppose à cette proposition. Nous soutenons que la seule solution au conflit est le vieux mot d'ordre de l'OLP, la création d'une seule Palestine laïque, démocratique et non-raciste, où les Arabes et les Juifs puissent coexister en paix. Pour cela, il est nécessaire de détruire l'Etat d'Israël, la principale cause du conflit.

Ceux qui défendent les "deux états" s'appuient sur trois éléments erronés :

- a) ils supposent l'existence historique de "deux peuples" avec des droits historiques équivalents;
- b) ils ne prennent pas en considération la véritable essence de l'Etat d'Israël, une enclave militaire impérialiste de caractère raciste contre les peuples arabes, et
- c) ils ne se rendent pas compte de la non-viabilité totale d'un état palestinien "indépendant" dans les conditions actuelles.

Deux peuples ?

L'existence de deux peuples "avec des

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

droits équivalents" en Palestine est une grande falsification historique. En 1918, les trois quarts des habitants étaient arabes. Les juifs ne possédaient pas plus que 5,5% des terres et n'aspiraient à aucun état propre. Pendant des siècles, la coexistence était absolument pacifique.

C'est le sionisme, un courant juif européen fondé par Théodore Herzl à la fin du 19^{ème} siècle, qui a commencé à revendiquer un supposé droit biblique des Juifs sur la Palestine, pour y fonder la "patrie nationale d'Israël", sans se soucier du fait qu'il y avait là un peuple arabe, établi depuis des siècles. Soutenu par de riches familles juives européennes et des secteurs impérialistes, le sionisme a encouragé l'émigration des juifs en Palestine, a financé l'achat de terres et a créé des groupes armés de "pression". En 1947, les juifs représentaient 40% de la population.

La création d'Israël

L'ONU a créé l'Etat d'Israël en 1947, en s'appuyant sur la théorie des "deux peuples", et lui a octroyé 55% du territoire de la Palestine. Cette création a été fomentée par l'impérialisme, en accord avec le stalinisme, et a rendu légale l'usurpation des droits palestiniens. Sous prétexte d'offrir un refuge aux juifs qui avaient souffert de la Seconde Guerre Mondiale, on a créé une enclave impérialiste, pour s'opposer à la vague révolutionnaire anti-impérialiste arabe, en train de naître au milieu d'une région stratégique, de par ses réserves pétrolières.

En 1948, les organisations armées sionistes ont envahi une partie du territoire accordé aux Palestiniens et se sont approprié les 20% additionnels. Dans le village de Der Yasin, par exemple, ils ont assassiné 254 des 700 habitants. Ils ont expulsé plus de 800.000 Palestiniens (un tiers de la population) et ont provoqué le drame des réfugiés. Les Palestiniens ont été confinés dans la Jérusalem Orientale, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, territoires qui seraient ensuite directement occupés par Israël à partir de 1967. Défendre le droit à l'existence de l'Etat israélien signifie, dans les faits, accepter cette histoire d'"usurpation armée".

Un Etat raciste

Le racisme sioniste apparaît clairement dans les lois qui définissent Israël comme un "Etat juif". La "loi du retour" établit que tout Juif qui s'installe en Israël bénéficie de la citoyenneté, quelle que soit la partie du monde dans laquelle il est né. Des millions de Juifs ont obtenu la citoyenneté sur la base de cette loi. Entre-temps, les non-juifs n'ont pas ce droit, même s'ils sont nés en territoire israélien, comme c'est le cas de beaucoup de Palestiniens. Il est interdit à tout courant qui propose de changer ce caractère de l'Etat d'Israël de se présenter à des élections. La législation raciste est complétée par celle de la propriété des terres agricoles: aux non-juifs il est interdit de l'acheter, ce qui vise clairement à empêcher que les Arabes possèdent des terres en Israël. Il s'agit d'une législation semblable à celle de l'Apartheid sud-africain ou à celle de l'Allemagne nazie. Accepter l'existence de l'Etat sioniste signifie donc garantir son essence raciste.

Un Etat gendarme

Israël est la cinquième puissance militaire mondiale. Sa puissance de feu (avions de combat, missiles, hélicoptères, tanks et plus de 200 têtes nucléaires), par habitant, est supérieure à celle de tous les autres pays, y compris les Etats-Unis. En outre, c'est un des plus grands fabricants d'armes et un des principaux exportateurs. Cette puissance militaire est clairement financée par les Etats-Unis, qui injectent chaque année des milliards de dollars dans ce but, et par les pays de l'Union européenne qui achètent 80% de ses exportations d'armes.

Un vieil argument affirme que l'état d'Israël s'est armé parce qu'il est entouré de "pays arabes ennemis". L'excuse est aujourd'hui irrecevable : alors que, depuis 1973, aucun pays arabe n'a attaqué Israël, celui-ci s'arme toujours plus. En fait, ce pouvoir militaire est dirigé d'abord contre le peuple palestinien, et en second lieu, contre la lutte des peuples arabes, comme l'a montré l'invasion au Liban en 1982, ou les attaques par missiles contre l'Irak, en 1991. L'existence d'Israël s'explique principalement par son caractère de "forteresse armée de l'impérialisme".

Quel Etat palestinien ?

Israël possède 78% du territoire et essaie d'en obtenir 85% par la "séparation unilatérale". Dans ces conditions, la Palestine, ce sont des "îles" sans communication entre elles et sans base économique -Israël s'étant approprié les meilleures terres et fleuves de la Cisjordanie- et un "Etat palestinien indépendant" viable n'est pas envisageable. Dans les faits, on refuserait le droit de retour aux émigrés palestiniens, puisque leurs terres ont été expropriées par Israël et qu'il n'existe aucune possibilité réelle que ces émigrés puissent s'installer à Gaza et en Cisjordanie. Les "frontières de 1967" changeraient à peine cette situation.

La division de 1947, dessinée par l'ONU, ne serait pas non plus une solution. D'abord parce que cela légaliserait l'usurpation sioniste. Ensuite parce que dans l'ensemble de la Palestine vivent aujourd'hui 9,5 millions de personnes: (53% de Juifs et 47% d'Arabes). Si nous y ajoutons les émigrés palestiniens, nous arrivons à 5 millions de Juifs et 8,5 millions d'Arabes. Les sionistes accepteraient-ils une division proportionnelle du territoire et des terres productives? La réalité montre que non. Ainsi, toute alternative rationnelle pour former "deux états" impliquerait une grande défaite d'Israël. Si l'on ne met pas fin à l'essence raciste de l'Etat sioniste, si n'est pas détruite cette enclave militaire impérialiste, les sionistes essaieraient de récupérer ce qu'ils auraient perdu dès que les conditions s'y prêteraient, et le conflit renaîtrait.

La politique des "deux états" apparaît comme une variante "de gauche" des propositions des puissances impérialistes. Qu'on le veuille ou non, de la même manière qu'il fallait détruire "l'Etat de l'Apartheid" pour qu'il y ait une paix en Afrique du Sud, ou qu'il fallait anéantir l'Etat nazi en Europe lors de la Seconde Guerre Mondiale, il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient sans la destruction de l'Etat d'Israël. L'existence d'une Palestine laïque, démocratique et non-raciste, où les Arabes et les Juifs coexisteraient en paix est-elle réaliste? L'expérience historique montre que c'est la seule alternative possible, capable de mettre en échec le sionisme.

Alejandro Iturbe

Le fondamentalisme musulman

Nous reproduisons partiellement un article de **Angel Parras**, La question de l'islamisme et la gauche mondiale, publié dans la revue *Marxisme Vivant* N° 11. La politique que nous devons défendre en tant que révolutionnaires, face aux courants comme le Hamas, y est analysée.

L'islamisme est devenu un phénomène mondial, et a acquis une influence de masse dans les pays où l'impérialisme est aujourd'hui plus agressif. Ce phénomène s'inscrit dans un processus de réorganisation ouvrière au Moyen-Orient, en Asie et au Maghreb. (...) La particularité des pays arabes ou musulmans ne peut dissimuler le fait que l'essence du débat est la même partout dans le monde : quelle doit être la position des révolutionnaires face à l'impérialisme ?”

Son caractère

Les courants islamistes existent comme tels depuis le début du 20^{ème} siècle, (...) mais ce n'est que depuis 1980, après la révolution iranienne, qu'ils se transforment en un phénomène croissant dans le monde musulman. (...) Ce sont les courants affrontant ouvertement l'impérialisme qui ont gagné davantage de sympathie et de prestige dans le mouvement de masse des pays musulmans. Après la débâcle du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois pan-arabe des années 60-70, ils ont occupé un espace dans la résistance contre l'impérialisme et les gouvernements pro-impérialistes. Quelles sont leurs principales caractéristiques ?

a) Ce sont des directions bourgeoises et petites-bourgeoises, qui s'appuient sur différents secteurs économiques, sur la hiérarchie musulmane (chiïtes ou sunnites) et qui font de l'Islam la référence collective face à la recolonisation impérialiste. Ils sont soutenus par le mouvement de masse, les mobilisations et les manifestations, et ont conquis leur espace politique, en raison de l'exclusion dont sont victimes les peuples des colonies et semi-colonies, exclusion renforcée par le processus mondial de centralisation des capitaux et par le pillage impérialiste. Par essence, ce sont des secteurs bourgeois qui s'opposent à l'impérialisme, dans la mesure

où ce dernier les exclut comme capitalistes.

b) Ils proposent « des états islamiques » : des régimes bonapartistes et dictatoriaux, avec une façade religieuse, qui s'opposent à tout processus révolutionnaire. Ils poursuivent les militants ouvriers et jeunes, et tout courant qui s'oppose à leurs plans politiques et à leurs doctrines réactionnaires (...). Dans tous les cas, de par leur nature bourgeoise et théocratique, ils ne sont jamais conséquents dans leur lutte contre l'impérialisme.

Deux critères opposés

La caractérisation politique des courants politiques ne peut être déterminée par leur idéologie, bien que celle-ci soit une composante de cette caractérisation. L'essentiel est le caractère de classe de ce courant, sa politique et son programme, ce qu'ils disent et ce qu'ils font dans la lutte de classes, leur relation avec le système social dominant, l'impérialisme, et leur lien avec le mouvement de masses. Il ne faut pas chercher l'élément déterminant dans la superstructure (l'idéologie) mais dans la structure (la lutte de classes). (...) La majorité de la gauche mondiale utilise un critère de raisonnement diamétralement opposé : l'idéologie est le fil conducteur de toute sa caractérisation et, par conséquent, de la définition de la politique. C'est pourquoi la question de la religion pèse tant dans la définition selon laquelle ces courants sont essentiellement réactionnaires et pré-capitalistes.

Quelle est la politique qui s'impose face à ces courants ?

Une discussion sur la politique à mener face aux confrontations entre ces courants islamistes et l'impérialisme s'est ouverte dans la gauche mondiale. Il y a

ceux qui disent qu'il s'agit de deux secteurs également réactionnaires et que la politique doit être d'appeler « à la paix ». (...) D'autres les comparent au fascisme et justifient par conséquent les coups militaires contre eux (...). Beaucoup d'organisations soutiennent que, contrairement aux courants bourgeois et petits-bourgeois d'autres pays coloniaux et semi-coloniaux, avec les courants islamistes on ne peut faire aucun accord d'unité d'action et de lutte dans le camp militaire contre l'impérialisme. Cette position est justifiée en affirmant que le fondamentalisme islamiste est seulement anti-impérialiste et anti-capitaliste parce qu'il prétend nous faire retourner au féodalisme (...) et nous devons les combattre autant que l'impérialisme.

C'est une position totalement erronée. Comme nous l'ont appris Lénine et Trotsky, lors de la confrontation d'un pays plus faible contre l'impérialisme, (...) nous défendons la défaite de l'impérialisme et, par conséquent, le triomphe du pays attaqué, indépendamment du caractère réactionnaire de sa direction et de son régime. Le fondamentalisme est un phénomène semblable au nationalisme bourgeois. Par conséquent, tout en préservant l'indépendance politique et de classe et sans donner aucun soutien politique à ces directions, nous appelons à l'unité d'action avec les courants islamiques qui font face à l'impérialisme. (...)

Nous combattons les directions en mettant en avant les besoins de la lutte de classes, de la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements valets de l'impérialisme. Nous devons démasquer leur inconséquence, leur bavardage, leur soumission aux intérêts bourgeois, leur faux « égalitarisme », comme partie intégrante de ce combat, et nous le faisons dans la perspective de la lutte des travailleurs et non celle du « combat à la religion ».

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

Les racines sociales de l'islamisme

Les médias occidentaux (...) identifient systématiquement des millions de travailleurs et de jeunes musulmans avec le « fanatisme religieux ». S'en faisant l'écho, une bonne partie de la gauche européenne explique le phénomène islamiste par « le retard et l'ignorance des gens de ces pays ». Si le développement de l'islamisme se fonde seulement sur ces facteurs, pourquoi les masses n'ont-elles pas limité leur sentiment religieux à assister aux mosquées ? Pourquoi, au lieu d'un développement religieux passif, l'islamisme s'associe-t-il aujourd'hui à une montée monumentale des luttes, à l'irruption de millions de gens dans la vie politique, à des

insurrections et à des révolutions ? (...) Il s'agit de chercher les racines du phénomène dans sa base matérielle. C'est pourquoi Lénine ajoutait : « La racine la plus profonde de la religion à notre époque est l'oppression sociale des masses travailleuses, leur apparente impuissance face aux forces aveugles du capitalisme. (...) »

Ce qui explique le phénomène de l'islamisme, c'est la brutalité de l'impérialisme agonisant, les innombrables formes de la barbarie, la faillite du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois, l'inépuisable persévérance et l'héroïsme des masses, sa volonté réitérée de lutte. (...) Situer le combat contre les directions islamistes sur le terrain de la « lutte contre la religion » signifie en fait aider l'impérialisme et les ayatollahs de garde. S'il fallait résu-

mer ce long débat en peu de lignes, avec le risque qu'implique toute définition schématique, on pourrait dire : le phénomène de l'islamisme, apparu dans les deux dernières décennies, est par essence une expression dénaturée du nationalisme. Pour les révolutionnaires, les relations avec ces courants sont déterminées, dans leurs grandes lignes, par les mêmes critères que ceux utilisés face aux directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises, quand celles-ci se heurtent à l'impérialisme. Pour nous, le développement du sentiment religieux islamiste chez des millions de travailleurs et de jeunes a des racines sociales profondes, et toute propagande révolutionnaire contre la religion sera subordonnée à la tâche centrale : le développement de la lutte de classe des exploités contre les exploités.

(Suite de la page 16)

nécessaire ». Cependant, et grâce à leur proximité passée, Préval a capitalisé une partie du prestige dont Aristide bénéficie encore auprès des travailleurs appauvris. En effet, il n'était pas le candidat de l'impérialisme, mais la mobilisation des masses a obligé l'impérialisme à accepter et à reconnaître le triomphe de Préval.

Tout en partageant la joie des travailleurs d'avoir déjoué la fraude électorale, nous les enjoignons à ne faire aucune confiance à Préval : par son caractère bourgeois et son acceptation de la situation coloniale, il ne combattra pas l'occupation, il ne conduira pas de politiques pour résoudre les dramati-

ques problèmes économiques et sociaux qui affligent le peuple haïtien.

Au contraire, nous ne faisons confiance qu'à la lutte et à la mobilisation du peuple. Le peuple haïtien possède en effet une longue tradition dans ces domaines et son état d'esprit s'est vu sûrement renforcé par cette récente victoire. Aussi, les Haïtiens ont-ils une tâche urgente et incontournable, comme premier pas pour améliorer leur situation : expulser les troupes d'occupation de l'ONU. Les autres tâches étant ensuite les suivantes : rompre les relations avec le FMI, l'un des responsables de la dramatique situation économique et sociale du pays ; désarmer la féroce police haïtienne et les groupes

paramilitaires de droite, complices des forces d'occupation.

C'est pourquoi la LIT QI avance le mot d'ordre suivant : **casques bleus, hors d'Haïti !** Cette lutte ne concerne pas seulement les Haïtiens, mais tous les peuples du monde, à commencer par ceux des pays qui maintiennent des troupes d'occupation : Brésil, Chili, Argentine, Uruguay... **Dans ces pays-là, la nécessité de lancer une grande campagne et de fortes mobilisations unitaires demandant le retrait des troupes est à l'ordre du jour.** Si nous y parvenons, nous pourrions battre l'ennemi commun : l'impérialisme américain.

Le SI de la LIT-QI
São Paulo, le 18 février 2006

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Signature

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

A propos des élections en Haïti

Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs Quatrième Internationale

Le peuple haïtien déjoue la fraude électorale

Le triomphe de René Préval aux élections présidentielles a finalement été reconnu. Avant cette reconnaissance officielle, le Conseil Electoral avait agréé une fraude évidente (des urnes contenant une large majorité de bulletins en faveur de Préval ont été retrouvées dans une décharge de Port au Prince), pour tenter d'imposer un second tour avec le candidat arrivé deuxième, Leslie Manigat, favori de l'impérialisme. Mais **le peuple haïtien a réussi à déjouer la fraude organisée par l'impérialisme**. D'emblée, les Haïtiens ont massivement voté pour Préval, qui, en dépit de la fraude, a obtenu 49% des suffrages contre 12% pour Manigat. Mais surtout, les Haïtiens se sont ensuite mobilisés en masse pour défendre leur choix, fonçant sur le Conseil Electoral et affrontant la répression des troupes d'occupation (une personne y a même trouvé la mort). Une fois le triomphe de Préval reconnu, le peuple haïtien a fêté cette victoire dans la rue, particulièrement à Port au Prince, la capitale.

Les événements d'Haïti sont comparables à ceux intervenus récemment en Palestine, à savoir, le triomphe électorale du Hamas (même si, bien entendu, on doit considérer les profondes différences existant entre ces deux situations et leurs protagonistes politiques respectifs). Dans les deux cas, sur fond de régime colonial et d'occupation militaire, des élections ont été organisées dans une tentative de dissimuler la situation. Le peuple, lui, s'en est emparé pour exprimer son désaccord et sa colère, à travers le vote massif pour certains candidats ou mouvements. Ainsi, les masses ont-elles provoqué une crise dans la mécanique électorale et, par là, dans l'occupation elle-même. Enfin, les crises haïtienne et palestinienne viennent s'ajouter aux problèmes rencontrés par l'impérialisme dans l'occupation de l'Irak et dans ses conflits avec le gouvernement iranien.

L'occupation

Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain, avec des statistiques économiques et sociales similaires à celles que l'on rencontre dans les régions les plus pauvres d'Afrique. Le destin du pays et de son peuple aurait sans doute été voué à l'oubli, si Haïti n'était pas situé dans les Caraïbes, une région clé pour l'impérialisme américain qui la considère comme son arrière-cour, un endroit où il peut intervenir à loisir, politiquement et militairement.

La dernière invasion en date eut lieu en 2004 : des marines chargés d'évincer le président Jean Bertrand Aristide, un prêtre catholique qui se forgea une renommée dans les banlieues de Port au Prince, en 1986 (durant la lutte ayant mis fin à la sanguinaire dictature des Duvalier) et qui, par la suite, l'emporta aux élections présidentielles. D'emblée, les Américains firent de leur mieux pour éloigner Aristide du pouvoir. Mais l'impérialisme constata ensuite qu'il était le seul à pouvoir contrôler l'instabilité du pays. Aussi, en 1992, une fois qu'il eut assuré Bill Clinton (alors président des Etats-Unis) de conduire une politique pro FMI et pro impérialiste, les marines finirent par installer Aristide au pouvoir.

Plus tard, à l'occasion d'un second mandat, Aristide se mit à accaparer les affaires économiques de l'Etat et les aides internationales destinées au pays. Il en résulta une rupture avec son propre front politique, une forte rivalité avec les autres secteurs bourgeois haïtiens et, in fine, une guerre civile où plusieurs factions armées se sont affrontées. En 2004 donc, Aristide ayant refusé de former un gouvernement « d'union nationale » avec ses adversaires et Haïti risquant de se « libaniser », les marines envahirent le pays, renversèrent Aristide et l'envoyèrent en exil.

Les troupes de l'ONU

C'est ainsi que fut installé un régime

colonial sous occupation militaire. Peu après, pour permettre à Bush de concentrer son effort militaire sur l'Irak, les marines furent renvoyés chez eux et remplacés par des « casques bleus » de l'ONU, environ 10 000 soldats venus notamment d'Argentine, du Chili, d'Uruguay, et sous la direction du Brésil. Cette tentative de camouflage n'a pas réussi à masquer **le caractère de troupes d'occupation, au service de l'impérialisme, de ces « casques bleus »**. La répression des manifestations contre la fraude électorale et la mort d'un manifestant aux mains de soldats jordaniens en sont de parfaits exemples.

En plus de révéler le rôle de laquais de l'impérialisme joué par Lula, Kirchner, Lagos et Tabaré-Vasquez, cette occupation ne peut que susciter consternation et indignation parmi les Latino-américains, un peuple qui a une dette historique de gratitude à l'égard du peuple haïtien : le premier à avoir acquis son indépendance et à s'être libéré des chaînes de l'esclavage et qui, devenu indépendant, apporta refuge et soutien financier à Simon Bolivar (après sa défaite lors d'une première tentative indépendantiste au Venezuela). Et c'est ainsi que tous ces présidents latino-américains paient leur dette : par l'invasion militaire et la répression !

Une tâche urgente

Dans ce cadre colonial, les élections sont considérées comme une tentative de légaliser la situation et de neutraliser les premiers symptômes de la crise de l'occupation (parmi lesquels : le récent suicide d'un officier du commandement brésilien ; ou encore, cette demande de répression accrue de la part de la bourgeoisie haïtienne). Aussi, tous les candidats aux dernières élections présidentielles, se sont-ils prononcés pour le maintien des casques bleus dans le pays.

Même Préval a déclaré que les troupes devraient rester « aussi longtemps que

(Suite page 15)